

# **Journée internationale pour la sensibilisation aux mines : le HCR réitère son engagement pour renforcer les stratégies de lutte contre les mines**

Articles d'actualité, 4 avril 2007



*Un camion de l'UNHCR déplace un obus non explosé au sud du Liban, après la guerre de l'été dernier. L'agence pour les réfugiés est engagée dans la lutte contre les mines et dans des projets de sensibilisation aux mines dans plusieurs pays.*

GENEVE, 4 avril (UNHCR) – L'UNHCR célèbre aujourd'hui la Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte contre les mines, alors que les opérations continuent en Afghanistan, en Angola, au Soudan et ailleurs pour sensibiliser l'opinion publique et éliminer les engins non explosés qui empêchent le rapatriement des personnes déplacées internes et des réfugiés dans le monde.

Les mines terrestres et les munitions non explosées continuent de faire un nombre estimé de 15 000 victimes chaque année, dans près de 80 pays. Parmi les victimes, on compte des réfugiés et des déplacés internes en Colombie, au Liban et au Soudan. « Les mines tuent et estropient un nombre inadmissible de victimes. Ces engins dévastent les moyens d'existence des gens. Ils bloquent l'accès aux terres, aux routes et aux services essentiels », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, lors d'un message à l'occasion de cette journée.

Il a toutefois ajouté qu'il y avait eu un progrès dans les efforts pour la lutte contre les mines, grâce aux efforts concertés des Nations Unies, des Etats membres, des organisations non gouvernementales et des pays ravagés par les mines.

La Haut Commissaire assistante chargée des opérations, Judy Cheng-Hopkins, a indiqué mardi aux journalistes à Genève que l'UNHCR accueillait favorablement l'opportunité de soutenir la journée internationale pour la sensibilisation aux mines.

« La lutte contre les mines – y compris les engins non explosés et les restes explosifs de guerre – est une partie importante de la protection internationale et un composant essentiel des opérations de nombreux pays, dans lesquels les vies humaines sont en danger », a-t-elle ajouté.

« En tant que chef de file du Groupe d'activité pour la protection au sein du mécanisme inter-agence de réponse humanitaire, l'UNHCR est engagé pour renforcer les stratégies d'action contre les mines dans tous les programmes des pays concernés. Une coopération accrue entre l'UNHCR et les partenaires de lutte contre les mines, comme le Service de l'action contre les mines des Nations Unies (UNMAS), est déjà manifeste et les bénéfices pour les personnes relevant de notre compétence sont perçus au quotidien », a ajouté Judy Cheng-Hopkins.

Elle a identifié quelques projets dans lesquels l'UNHCR est impliqué cette année, incluant l'éducation et le plaidoyer sur le risque des mines pour la communauté au sud du Burundi, la recherche et l'élimination des UXO, incluant l'éducation sur le risque des mines, au Sud-Soudan, l'éducation sur le risque des mines dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya et l'éducation sur le risque des mines pour les réfugiés et les Zambiens dans les zones où la présence de mines est avérée.

Au Sud-Soudan, l'UNHCR conduit son programme d'éducation contre le risque des mines pour les réfugiés arrivant dans les points d'escale avec l'aide de l'ONG britannique *Mines Advisory Group* (MAG). « Les sessions durent normalement une heure et demie. Nous utilisons des tableaux, des photos, des vidéos ainsi que des débats explicatifs et interactifs, qui sont suivis par une séance de questions/réponses », a expliqué Jean Fokwa, un employé de l'UNHCR dans la ville de Yei. Des cours de recyclage sont organisés une fois que les réfugiés ont atteint leur destination finale.

Dans l'Etat du Nil bleu, l'UNHCR coordonne étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'action contre les mines et l'UNMAS pour éliminer les mines sur les routes. Un autre partenaire, le *Danish Demining Group*, élimine les munitions non explosées dans tout le Sud-Soudan.

L'UNHCR est également impliqué dans des projets d'action contre les mines dans d'autres parties de l'Afrique, y compris au Tchad et en Angola, en Afghanistan, au Cambodge, en Colombie et au Liban où l'agence pour les réfugiés a conclu un partenariat formel avec la branche locale de l'UNMAS pour éliminer les munitions non explosées disséminées partout dans le sud du pays suite au conflit de l'été dernier et pour sensibiliser à ces problèmes.

L'UNHCR a également assisté l'UNMAS avec le prêt d'équipements de stockage pour son équipe locale au Liban et de cinq véhicules tout-terrain pour un rapide déploiement de ces actions contre les mines.

En Angola, l'UNHCR travaille avec plusieurs organisations non gouvernementales pour mener des campagnes de sensibilisation dans la province de Moxico, qui est infestée de mines. Cette région est la principale destination de retour des rapatriés. L'agence travaille également avec ses partenaires, y compris le MAG, pour éliminer les mines et les munitions non explosées sur les ponts.

En Afghanistan, L'Organisation pour la disparition des mines et la réhabilitation afghane (OMAR) financée par l'UNHCR et l'UNMAS a aidé à sensibiliser des centaines de milliers de réfugiés. « Nous sommes fiers car nos actions humanitaires permettent de sauver des vies dans le domaine de l'élimination des mines et de la sensibilisation qui permet le retour dans la sécurité et chez eux des réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays », a déclaré Ghulam Dastagir Hazrati, chargé des projets éducatifs en matière d'action contre les mines.

Son collègue, Farida Jawhari, était occupé à sensibiliser un groupe de nouveaux rapatriés afghans. « N'allez jamais dans des zones signalées par les groupes de déminage et les communautés locales. Eloignez-vous des pierres peintes en rouge qui indiquent le danger. Les marques blanches indiquent que la zone a été déminée et qu'elle est sûre », a-t-il expliqué. Les formations ont porté leurs fruits, les chiffres relatifs aux accidents ont chuté de 100 par mois en 2002 à près de 12 par mois aujourd'hui.

Les programmes d'action contre les mines et la Convention de 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, ou Convention d'Ottawa, ont contribué à une réduction globale des accidents qui causaient quelque 26 000 décès il y a encore quelques décennies pour un nombre se situant entre 10 000 et 15 000 aujourd'hui, selon les statistiques des Nations Unies. Quatorze agences des Nations Unies, des programmes, des départements et des fonds ont permis des actions contre les mines dans des dizaines de pays.